



Présence

Internationale

Rue Lt. Freddy Wampach 23
1200 Bruxelles
Email: info@pbi-belgium.org
https://pbi-belgium.org/
BNP Fortis: BE07 0011 0164 5366

BELGIQUE-BELGIE
P. P.
4800 VERVIERS 1
P 001436



N° 142

Ed. resp. : M. Vasic, Rue Lt. Freddy Wampach 23, 1200 Bruxelles - Bureau de dépôt : Verviers 1 - Envoi non prioritaire à tarif réduit
Abonnement : 7 euros - Cotisation de sympathisant : 15 euros - Cotisation de membre effectif : 20 euros

Editorial

Les sujets d'actualité ne manquent pas pour parler des droits humains à travers le monde. Si certaines situations peuvent nous amener à désespérer du genre humain, comme les crimes de guerre en Ukraine notamment, d'autres nous laissent entrevoir un espoir d'amélioration possible, comme en Iran par exemple, où la mort en détention d'une jeune femme, arrêtée pour ne pas avoir respecté un code vestimentaire très strict, a provoqué un début de révolte, sinon de révolution contre le régime des mollahs. Entre-temps, la répression armée contre des manifestants pacifiques fait craindre le pire.

En Chine, la colère gronde contre la politique « zéro covid » du président face à l'épidémie de coronavirus : en différents endroits du pays, la population ose désormais se rebeller contre les mesures de confinement et en profite même pour vilipender le régime politique. Soit dit en passant, malgré tous les défauts que l'on peut trouver à la Coupe du monde de football, on relèvera au moins un aspect positif : l'apparition d'une autre réalité pour les téléspectateurs chinois qui voyaient sur leurs écrans, du moins au début de la compétition, les supporters des équipes au Qatar sans masque ni distanciation.

Nous ne plaignons pas ici les dictatures pour les difficultés qu'elles ont parfois à cacher la vérité ou à désinformer. On pourrait presque s'en amuser si la répression contre les opposants n'était pas aussi féroce. Rappelons plutôt qu'il y a un an, beaucoup de pays occidentaux ont également connu des manifestations contre les mesures de confinement. Si alors tous les complotistes ou opposants au vaccin n'ont éventuellement pas pu exprimer leur mécontentement comme ils le voulaient, pour des raisons sanitaires, ils n'ont pas non plus connu les affres d'une répression dictatoriale.

Même si elles ne sont pas parfaites, nos démocraties tolèrent beaucoup de formes de contestation. Et s'exprimer dans la rue, pour autant qu'on n'incite pas à la haine ou à la violence, n'entraîne en général aucun risque pour les personnes. Ce n'est malheureusement pas le cas pour les manifestants russes, iraniens ou chinois : le seul fait de manifester ou de brandir une simple feuille blanche peut leur valoir une arrestation.

A force de vivre confortablement installés dans nos pays occidentaux, nous ne mesurons pas toujours à sa juste valeur le courage des opposants aux régimes dictatoriaux ou celui des autres personnes qui, dans des pays moins favorisés, prennent de grands risques pour dénoncer des injustices ou des violations des droits humains. Si notre organisation ne peut pas travailler dans des dictatures, elle vise néanmoins à soutenir le travail pacifique des défenseurs des droits humains menacés là où PBI maintient des équipes d'observateurs internationaux.

Que l'année nouvelle nous apporte plus de paix et de justice !

Au sommaire

Colombie

Buenaventura : silence et oubli face à la disparition forcée

Page 2

Mexique

Les militaires prennent de plus en plus le pouvoir

Page 4

Présence de PBI depuis vingt ans

Page 5

In de beweging

Gerechtigheid na 40 jaren voor Belgische slachtoffers van de repressie in Guatemala

Page 8



PEACE BRIGADES INTERNATIONAL est une organisation internationale impartiale et indépendante de tout gouvernement, toute tendance politique ou croyance religieuse. PEACE BRIGADES INTERNATIONAL organise une présence internationale dans les zones de conflit armé à la demande d'associations locales menacées afin de sauvegarder l'espace nécessaire à l'action de la population civile en faveur d'un dialogue et d'une résolution non violente des conflits. PEACE BRIGADES INTERNATIONAL est une organisation officiellement reconnue par les Nations Unies.

Colombie

Buenaventura : silence et oubli face à la disparition forcée

C'est en 2014 que PBI-Colombie a commencé à accompagner la Comisión intereclesial de Justicia y Paz, afin d'assurer la protection de l'espace humanitaire Puente Nayero - la première initiative de zone humanitaire dans un contexte urbain. Par la suite, des accompagnements ont aussi été assurés pour l'organisation Nomadesc, notamment dans le cadre de la Grève Civile de 2017, ainsi que pour la FNEB dans son travail auprès des femmes à la recherche de personnes disparues.



Situation de Buenaventura sur la carte de la Colombie et photo du port depuis le large.

De loin, Isla Calavera (“Île de la tête de mort”) semblait tranquille en ce matin ensoleillé d'août. Située à un kilomètre du centre de la ville portuaire de Buenaventura, Isla Calavera, officiellement appelée "Isla Pájaros" (“Îles aux oiseaux”) en raison de la diversité des oiseaux qui l'habitent, ressemble à un lieu paisible, entouré des eaux ondulantes de l'estuaire de San Antonio. Cependant, alors que nous attendons l'arrivée de l'Unité de Recherche des Personnes considérées comme Disparues (UBPD) dans l'espace humanitaire de Puente Nayero, les récits de J., l'un de ses leaders fondateurs, nous rappelle la raison pour laquelle les habitants du quartier l'appellent "Isla Calavera" : pendant des décennies, de nombreux corps des milliers de personnes disparues à Buenaventura ont été jetés dans ses eaux, et leurs proches les recherchent toujours.

J. nous parle de la violence qui persiste à Buenaventura, des déplacements interurbains et des cas de disparitions forcées qui ont transformé plusieurs zones de la ville en fosses communes clandestines, dont l'estuaire de San Antonio, connu comme l'une des "aquafosas" (“fosses d'eau”) de la ville portuaire, car c'est l'un des endroits où les groupes armés faisaient disparaître leurs victimes. Il évoque également la persévérance des communautés et des organisations de victimes de disparition forcée qui ont résisté face à la violence, ainsi que des organisations de défense des droits humains telles que la Fondation 'Nydia Erika Bautista' (FNEB) et la Comisión intereclesial de Justicia y Paz (JyP) qui, avec d'autres, ont obtenu en décembre 2021 la mise en œuvre de mesures de précaution dans l'estuaire de San Antonio. Outre les personnes disparues, il existe également des projets commerciaux visant à agrandir le port de Buenaventura. Les mesures de précaution accordées par la Juridiction Spéciale pour la

Paix (JEP) interdisent toute intervention dans l'estuaire, notamment le dragage et le développement de travaux civils, car il y aurait un risque sérieux de causer des dommages irréparables aux endroits où reposent les corps des personnes disparues. Bien que les mesures viennent d'être prolongées en septembre de cette année, le temps presse : les victimes attendent toujours des réponses sur l'endroit où se trouvent leurs proches, et la pression politique pour reprendre les travaux de dragage reste forte.

Avec ses 400.000 habitants et le port maritime par lequel transite plus de la moitié du commerce extérieur du pays, Buenaventura représente la plus grande agglomération urbaine du Pacifique colombien et l'un des centres économiques les plus dynamiques du pays. Cependant, elle est aussi le reflet des crises sociopolitiques et de la violence qui sévissent en Colombie, avec des symptômes tels que l'inégalité économique, le conflit armé et les frontières invisibles entre les territoires contrôlés par des acteurs armés, qui deviennent des pièges mortels pour les communautés. Près de 90 % de la population de Buenaventura est d'origine africaine et, dans le même temps, 80 % de la population vit dans la pauvreté, dont la moitié souffre d'extrême pauvreté, ce qui en fait l'une des villes les plus pauvres du pays.

L'histoire récente de Buenaventura est étroitement liée à son emplacement stratégique qui permet d'accéder à la mer depuis le centre du Chocó biogéographique : l'un des écosystèmes les plus riches en biodiversité au monde, avec d'abondantes sources de matières premières. Historiquement, les habitants de Buenaventura vivaient de l'exploitation minière artisanale, de la pêche et de l'exploitation du bois. Ce n'est qu'en 1991 que le port de la ville a commencé à être administré par plusieurs entreprises privées, ce qui, selon la Commission



A m é r i q u e s

de la Vérité, a été l'une des principales raisons de la dynamique de violence sans précédent dans le district.

La privatisation du port et le lancement simultané d'une politique d'ouverture du pays au libre-échange mondial ont entraîné une multiplication des investissements pour l'expansion des infrastructures portuaires, tandis que les secteurs économiques traditionnels ont régressé. L'orientation économique au seul profit du secteur portuaire, combinée à l'absence de toute politique de développement de l'État, a accru la précarité des habitants de la ville, aggravée par la résurgence du conflit armé. Aujourd'hui, la logique du capital international continue de prévaloir, visant à étendre ses activités avec de nouveaux mégaprojets au prix de la dépossession des communautés afro-colombiennes de Buenaventura, également connu sous le nom de "port sans communauté". Cette communauté compte les chiffres les plus élevés de déplacement interurbain en Colombie, ainsi que des milliers de victimes de disparition forcée.

Dans les années 1990 également, les Forces armées révolutionnaires de Colombie - Armée Populaire (FARC-EP) ont établi leur contrôle à Buenaventura, suivi par l'incursion du Bloc Calima du groupe paramilitaire des Autodéfenses Unies de Colombie (AUC), à partir de 2000. Avec l'arrivée du Bloc Calima, Buenaventura a subi la plus forte vague de violence, avec plus de 800 personnes disparues au cours des décennies suivantes, selon la Juridiction Spéciale pour la Paix (JEP). Ces chiffres sont encore plus élevés selon le bureau du procureur général : plus de 1.100 victimes entre 1997 et 2021. Beaucoup d'entre eux ont été emmenés dans les tristement célèbres "casas de pique", comme on appelle les lieux situés près des estuaires de Buenaventura, où les structures armées torturent et démembrèrent leurs victimes avant de les faire disparaître dans les eaux.

Selon les communautés de Buenaventura, cette pratique a pour seul but de les intimider. Les crimes étaient visibles afin que le monde entier sache ce qui se passait, mais pendant de nombreuses années, les autorités ont gardé le silence et, par conséquent, les responsables de ces crimes contre l'humanité restent impunis. Pendant ce temps, les familles des victimes, dans une situation d'incertitude totale, font face chaque jour à l'abandon de l'État, sans possibilité de savoir ce qui s'est réellement passé et sans aucune clarté sur le lieu où se trouvent leurs proches.

Le silence entourant les disparitions forcées à Buenaventura a notamment profité aux entreprises portuaires. De cette façon, ils ont pu développer le projet de dragage dans l'estuaire de San Antonio sans inconvénient, afin d'assurer la navigation des navires de haute mer dans le secteur, indépendamment de la marée. Cependant, la communauté n'est pas restée silencieuse. Les organisations de victimes, principalement composées de femmes, comme Mères pour la Vie, se sont exposées pendant des années aux persécutions et aux attaques des acteurs ar-

més pour s'être consacrées de toutes leurs forces à la recherche de leurs proches. Elles, compagnes, mères, sœurs, filles, n'ont reçu aucune reconnaissance, aucun soutien financier ni aucune protection, tout au long de décennies de recherche sous la menace. C'est grâce à leur persévérance, avec la FNEB et la JyP, qu'ils ont pu obtenir des mesures de protection de l'estuaire comprenant, entre autres, un mandat de recherche pour l'Unité de recherche des personnes considérées comme disparues (UBPD).



Accompagnement par PBI sur une plage d'Isla Calavera

Sur le terrain, cependant, la complexité de la recherche est démontrée : les conditions dans l'estuaire de San Antonio sont extrêmes, avec des températures chaudes et une forte humidité, ainsi que de nombreux moustiques qui trouvent l'habitat parfait au milieu des mangroves d'Isla Calavera. Ensuite, il y a la géologie de l'île : à l'ouest, elle est exposée à la marée du Pacifique qui recouvre entièrement l'île lorsqu'elle se lève et emporte tout ce qu'elle rencontre lorsqu'elle redescend, en l'entraînant vers le large. En même temps, les sédiments de la rivière Dagua arrivent constamment à l'extrémité sud. Cependant, la véritable difficulté réside dans le fait qu'il n'y a toujours pas eu de progrès en termes d'enregistrement des personnes disparues, de prélèvements, d'exhumations, de découvertes et d'enquêtes, ce qui entrave la possibilité d'établir l'univers des personnes disparues et d'accélérer la recherche de celles-ci. Il n'y a pas non plus de réponse efficace au risque imminent de perte des corps des victimes dans l'estuaire, violant ainsi les droits des personnes qui recherchent leurs proches. En ce sens, le maintien des mesures de prévention et la protection de l'estuaire de San Antonio sont indispensables pour faire avancer la recherche des victimes de disparition forcée à Buenaventura. Mais il est urgent que les autorités mentionnées dans les mesures de prévention remplissent leurs fonctions le plus rapidement possible afin de garantir les droits des victimes à la Vérité, à la Justice, à la Réparation et aux Garanties de Non-répétition, qui sont restés sans réponse depuis bien trop longtemps maintenant.

Article traduit de PBI-Colombie



Mexique

Les militaires prennent de plus en plus le pouvoir

Depuis le début de l'automne, et en dépit de filtrations massives de documents qui accablent les forces armées, le Congrès mexicain a approuvé deux réformes au statut de la police civile du pays, qui passera sous le contrôle du ministère de la Défense et maintiendra l'ordre main dans la main avec les militaires jusqu'en 2028. L'article qui suit a été publié dans le journal La Libre Belgique du vendredi 18 novembre 2022.



Convoi militaire mexicain

Rien qu'au Mexique, la masse de documents militaires filtrés par le groupe hacktiviste Guacamaya pèse six terabytes, soit trois fois plus lourd que l'intégralité des Pandora Papers. Ce sont, au bas mot, des millions d'e-mails et autres documents du Ministère de la défense nationale, soit des armées de Terre et de l'Air.

Ailleurs dans la région, les Guacamaya Leaks ont également frappé les forces armées du Pérou, du Salvador, du Chili et de la Colombie, le piratage le plus massif restant de loin celui des serveurs mexicains. Les rédactions débordées du pays s'efforcent encore actuellement d'analyser toute cette information avec l'aide de fondations de journalisme d'investigation, quelques semaines après le début des divulgations aux journalistes qui en ont fait la demande.

L'armée, juste au moment où une réforme constitutionnelle controversée vient de prolonger sa présence exceptionnelle de maintien de l'ordre dans la rue jusqu'en 2028, se trouve de plus en plus mise à nu à mesure que la presse s'empare des dossiers les plus compromettants. *“Nous avons sous les yeux une véritable radiographie sur dix ans de la corruption et de l'impunité au sein des forces armées”*, commente le journaliste et spécialiste de cybersécurité Alberto Escorcía, qui a eu accès à une partie de l'information.

Le paradis militaire de l'impunité

L'une des dernières révélations, publiées fin octobre par le quotidien *El Financiero*, porte sur un haut gradé qui, quinze mois après avoir tué un jeune soldat et en avoir blessé un autre en actionnant son fusil d'assaut dans un centre d'instruction de nouvelles recrues, demeure à son poste de commandement du centre.

L'affaire devrait être jugée par la justice militaire, qui n'a même pas pris la peine d'ouvrir une enquête en réponse à la plainte du soldat blessé. Aucun exercice de tir ni autre pratique des armes à feu n'était au programme ce jour-là dans l'établissement.

“L'armée et sa relation avec l'exécutif ont été exposées dans le moindre détail, de telle sorte que la stabilité politique du pays est aujourd'hui en jeu, en fonction du type de personnes qui parviendra à obtenir ces informations”, continue Escorcía.

Lobbying présidentiel pour le compte de l'armée

Le ministère de la Défense, selon une révélation tirée des Guacamaya Leaks par le quotidien *El Universal*, a rédigé lui-même une dizaine de projets de règlements, lois et réformes constitutionnelles renforçant ses propres attributions au détriment des autorités civiles, propositions qui ont ensuite été présentées au Congrès au nom du président Andrés Manuel Lopez Obrador (AMLO).

En matière de maintien de l'ordre, il s'avère que la réforme de transfert du contrôle administratif de la Garde nationale du ministère de la Sécurité publique à celui de la Défense est née dans les bureaux juridiques de ce même ministère. La Garde nationale, depuis 2019, a remplacé la défunte Police fédérale comme principale force de police “civile” du pays, bien que celle-ci soit dirigée sur le plan opérationnel par des officiers et composée à 80 % d'anciens soldats.

Le ministère de la Défense – toujours d'après des e-mails piratés par le groupe Guacamaya – a ensuite demandé au président de présenter et défendre lui-même la réforme pour éviter que les critiques s'abattent sur l'armée. L'entrée en vigueur du texte, adopté de justesse grâce au lobbying législatif de la Présidence auprès d'une partie de l'opposition, se trouve actuellement suspendue par un juge fédéral.

L'opposition à la militarisation reste fragmentée

La militarisation en cours du maintien de l'ordre et de nombreuses autres fonctions étatiques au Mexique (gestion des douanes portuaires, grands travaux d'infrastructure, contrôle migratoire, distribution des prestations sociales...) fait l'objet d'un certain nombre d'oppositions sectorielles : ONGs, zapatistes et autres organisations des peuples indigènes, collectifs de recherche des disparus... Cette opposition, cependant, peine encore à s'unir et produire un effet de masse.



Amériques

Amnesty International et Human Rights Watch, aux côtés d'une dizaine d'organisations locales de défense des droits humains, ont signé le 12 octobre une lettre ouverte à l'occasion d'une rencontre bilatérale Etats-Unis-Mexique dans le cadre du dialogue de haut niveau sur la sécurité entre les ministères des Affaires étrangères des deux nations.

La missive, adressée tant au ministre mexicain Marcelo Ebrard qu'à son homologue américain Anthony Blinken, démontre chiffres à l'appui que le déploiement croissant des forces armées a fait augmenter encore davantage les homicides et les disparitions là où son objectif était de les faire baisser.

Ses auteurs y déplorent "l'affaiblissement accéléré des institutions civiles de maintien de l'ordre et de justice", lesquelles, affirme-t-on dans la lettre "restent la seule voie pour ramener le pays à la paix, à la sécurité et à un ordre juridique dans lequel la commission de crimes contre l'humanité a des conséquences pénales".

Le capital de confiance de l'armée

L'armée, historiquement, est l'une des institutions gouvernementales en laquelle les Mexicains ont le plus confiance, en comparaison avec l'image fortement dégradée dont souffrent les polices tant fédérales que locales. Ce capital de confiance, cependant, a tendance à s'effriter depuis 2014 et le début des soupçons – qui se sont confirmés par la suite – sur l'implication des responsables militaires de l'État du Guerrero dans les disparitions mondialement condamnées de quarante-trois jeunes militants liés au mouvement étudiant des écoles normales rurales à Iguala.

L'implication de l'armée dans plusieurs autres exactions a pu être prouvée depuis lors, malgré des mises en scène faisant croire à un affrontement entre cartels comme dans le cas du massacre de Tlatlaya de juin 2014, révélé par Associated Press et la revue *Esquire*, qui reste lui aussi impuni.

Clément Detry

Mexique

Présence de PBI depuis vingt ans



A l'occasion de la sortie du rapport qui vient de paraître en espagnol sur les vingt ans de PBI au Mexique, nous vous livrons ci-dessous en traduction l'essentiel d'un long article qui raconte toute l'histoire de notre présence en terre mexicaine auprès des organisations locales de défense des droits humains. Ce texte et d'autres sur le projet figurent dans le rapport intitulé « 20 años de tejer cuidado », qu'on peut télécharger gratuitement sur le site du projet Mexique : www.pbi-mexico.org

Nous sommes venus pour la première fois au Mexique en 1996, dans le cadre de la coalition du Service international pour la paix (SiPaz), qui a été créée suite au soulèvement zapatiste. Après plusieurs visites dans le pays en 1998, l'Assemblée générale de PBI a donné son accord pour l'ouverture du projet PBI-Mexique en réponse aux demandes d'accompagnement international de la part d'organisations mexicaines. En 1999, nous avons ouvert un bureau dans la ville de Mexico et, en 2001, une équipe permanente a été mise en place à Chilpancingo, capitale de l'État de Guerrero, ce qui a fait de nous la première organisation internationale avec une présence permanente dans cet État.

Au cours de ces deux décennies, nous avons accompagné des processus emblématiques tels que la recherche de la vérité, la justice et la réparation de la part de parents de personnes disparues pendant la "sale guerre". Ce processus, mené par AFADEM et Tita Radilla au Guerrero, a été porté devant la Cour interaméricaine avec l'affaire Rosendo Radilla, le père de Tita. Au cours de cette période, PBI a organisé des visites de plaidoyer en Europe afin de sensibiliser au problème des disparitions forcées et de ren-



Tita Radilla, dirigeante d'AFADEM

forcer les réseaux de soutien internationaux pour Tita Radilla et AFADEM. Le procès international a abouti à un jugement tenant l'État mexicain pour responsable de la disparition forcée du leader social en 1974 à un poste de contrôle militaire. Ce jugement n'a pas encore été exécuté dans son intégralité, car on ne sait pas où se trouve le corps de Rosendo Radilla. L'affaire a aussi énormément contribué à la création d'un cadre normatif au Mexique pour poursuivre le crime de disparition forcée.



Amériques

D'autres processus emblématiques que nous avons accompagnés ont été le fait de communautés et organisations pour la défense des peuples autochtones et pour la défense de la terre, du territoire et de l'environnement. Radio Ñomndaa, l'Organisation des femmes écologistes de la Sierra de Petatlán (OMESP), l'Organisation du peuple indigène Me'phaa (OPIM), le Centre des droits humains José María Morelos y Pavón, ou encore le Centre de droits humains de la Montaña Tlachinollan ont été parmi les premières organisations à solliciter l'accompagnement protecteur de PBI. En 2006, nous avons soutenu la première visite au Guerrero du Rapporteur spécial sur la situation des droits humains et des libertés fondamentales des peuples autochtones, Rodolfo Stavenhagen.

Au cours de ces années, nous avons également accompagné Inés Fernández, Valentina Rosendo et leurs avocats de l'équipe de Tlachinollan, dans leur dénonciation de violences sexuelles de la part de membres de l'armée mexicaine. Ils ont réussi à obtenir que la Cour interaméricaine se prononce en leur faveur. Dans un acte officiel, en décembre 2011, l'État mexicain a reconnu sa responsabilité et a présenté publiquement ses excuses auprès de Valentina, de la même façon dans l'affaire d'Inés en 2012.



Inés Fernández et Valentina Rosendo

En septembre 2014, la disparition des étudiants de l'école normale rurale d'Ayotzinapa a été un autre événement qui nous a amenés à activer notre système de réaction précoce au niveau le plus élevé possible. En lien et en même temps que d'autres acteurs, nous avons cherché la réaction de la communauté internationale en Europe et en Amérique du Nord.

Un autre partenaire historique de PBI est le Comité Cerezo. Notre relation a commencé en 2002, un an après la détention, la torture et les mauvais traitements infligés à Héctor, Antonio et Alejandro Cerezo. L'accompagnement physique des proches dans leurs visites à la prison et la mise en lumière de l'affaire auprès de notre



Accompagnement par PBI du Comité Cerezo

réseau de soutien ont été des actions que les frères Cerezo ont par la suite jugées appréciables pour retrouver leur liberté.

Un autre processus pertinent que nous avons accompagné est la création d'un mécanisme gouvernemental de protection pour les défenseurs des droits humains. Il s'agissait d'une proposition élaborée par un groupe d'organisations de défense des droits humains qui ont ensuite formé l'Espace des organisations de la société civile (Espace OSC). Au prix de nombreux efforts, ce groupe a obtenu l'adoption de la loi fédérale pour la protection des défenseurs des droits humains et des journalistes, approuvée à l'unanimité par le Congrès et le Sénat mexicains, et signé par le président de l'époque, Felipe Calderón, le 22 juin 2012.

À Oaxaca, après le bouleversement politique et social de 2006, nous avons commencé à recevoir de nombreuses demandes d'accompagnement. Après un certain nombre de visites exploratoires, nous avons convenu d'ouvrir une équipe sur le terrain en 2008 et avons commencé à accompagner le Comité de Libération du 25 novembre, qui assurait la représentation juridique des victimes et des familles de violations des droits humains, en particulier des cas de torture liés à la répression massive du 25 novembre devant le Bureau du procureur général. Nous avons ensuite reçu des sollicitations d'organisations telles que Services pour une éducation alternative (EDUCA), qui visaient à soutenir les communautés autochtones défendant leurs droits fonciers et territoriaux face aux mégaprojets d'extraction dans les Vallées centrales, Côte et Isthme de Tehuantepec. L'Auberge des Frères sur le chemin (*Albergue Hermanos en el Camino*) a également demandé notre présence physique en raison des attaques dont les défenseurs des droits des migrants étaient la cible. Ont également été accompagnées par PBI d'autres organisations féministes telles que l'Association pour le dialogue et l'égalité (*Consortio Oaxaca*), ou des organisations d'appui communautaire comme le Centre des droits humains Bartolomé Carrasco Briseño.



Amériques



Membres du Centre de droits humains Paso del Norte

En 2012, après une mission exploratoire dans six États de la République du Mexique, nous avons décidé en assemblée d'ouvrir une équipe dans le nord, couvrant deux des États les plus dangereux pour la défense des droits humains : Chihuahua et Coahuila. Cette analyse coïncidait d'ailleurs avec le diagnostic publié par le bureau des Nations unies au Mexique sur la situation des droits humains.

Nous avons commencé à accompagner le Centre des droits humains *Paso del Norte* à Ciudad Juarez, étant donné le contexte hostile dans lequel ils effectuent leur travail de représentation légale des victimes de torture et de disparition forcée. De même, à Chihuahua, nous avons fourni un accompagnement à *Alianza Sierra Madre, A.C. (ASMAC)*, qui travaille en étroite collaboration avec les communautés indigènes de la Sierra Tarahumara, dans la défense de leur territoire ancestral.

L'une des priorités dans le nord a été l'accompagnement de processus clés tels que l'alerte précoce à Chihuahua et le plan d'État pour les exhumations à Coahuila, deux processus promus et dirigés par la société civile. En collaboration avec des organisations telles que le Centre des droits humains Fray Juan de Larios, le Centre des droits humains Juan Gerardi ou la Maison du Migrant (*Casa del Migrante*) de Saltillo, nous avons mené des actions pour le plaidoyer et la visibilité des questions de droits humains telles que les disparitions forcées ou la situation de risque à laquelle sont confrontés ceux qui défendent les droits des migrants à la frontière nord, questions clés dans la région. Dans la zone carbonifère, nous avons accompagné l'organisation familiale *Pasta de Conchos* dans sa demande de sauvetage des 63 mineurs ensevelis suite à l'accident minier qui donne son nom au collectif.

En 2019, PBI commence à travailler avec le Front des peuples pour la défense de la terre et de l'eau (FPDTA), une organisation regroupant 11 communautés indigènes Náhuatl dans les États de Morelos, Puebla et Tlaxcala, qui œuvre depuis 2012 à la défense de son territoire en favorisant l'exercice de

l'autodétermination en tant que peuples autochtones. Depuis 2020, PBI accompagne Juan Carlos Flores Solis, avocat de la FPDTA, en raison de la situation de risque dans laquelle il se trouve du fait de sa défense des droits humains.

Au cours des dernières années, les mouvements de femmes ont également transformé le paysage des droits humains dans le pays. Il est nécessaire de citer et de reconnaître le rôle précieux des femmes défenseuses que nous avons accompagnées dans des sphères différentes. Qu'il s'agisse de réfléchir aux questions de sécurité et de protection avec une approche féministe, en collaboration avec *Consortio Oaxaca*, CEDEHM, l'Initiative méso-américaine des femmes défenseuses des droits humains (Iniciativa Mesoamericana de Defensoras), l'accompagnement que nous réalisons renforce également les collectifs de recherche des personnes disparues, composés principalement de femmes, le rôle d'observation que nous jouons dans les mobilisations des femmes à Mexico, Chihuahua et dans tout le pays, a pris une importance et une notoriété particulières comme réponse à la violence contre les femmes.



Accompagnement par PBI de Pasta de Conchos

D'après notre analyse, la présence de PBI dans le pays a évolué au cours des 20 dernières années. Dans le cadre de notre engagement à ouvrir des espaces d'action par l'accompagnement physique, la priorité était de fournir des outils et de renforcer les réseaux de soutien aux organisations accompagnées. Cela a facilité le passage à une relation d'accompagnement stratégique et ponctuelle, et nous a en même temps permis de nous concentrer sur d'autres territoires et d'autres questions qui comportaient également des risques pour les défenseurs. Notre parcours au fil des deux décennies nous a amenés à réfléchir sur notre modèle d'accompagnement et des changements que nous devons mettre en œuvre afin de nous adapter à ce contexte de plus en plus complexe et menaçant pour les défenseurs des droits humains.

Article composé de larges extraits traduits du Rapport sur les vingt ans de PBI-Mexique



Gerechtigheid na 40 jaren voor Belgische slachtoffers van de repressie in Guatemala: 5 Guatemalteekse regeringsleden van de jaren '80 doorverwezen naar Assisen in België

Het conflict in Guatemala tussen de overheid en de uitgebuite en grotendeels Indiaanse bevolking bereikte een triest hoogtepunt van geweld en repressie door het leger in de periode 1978-1982. Enkele Belgische priesters die voor de onderdrukten kozen, hebben dat met hun leven moeten bekopen. Hun familieleden verenigden zich in de vzw Guatebelga en trokken naar de rechtbank in Brussel....

Na de eerdere verwijzing door de Raadkamer van Brussel in juni 2022, verwees nu ook de Brusselse Kamer van Inbeschuldigingstelling op 10 november 2022 belangrijke regeringsleden van de Guatemalteekse overheid naar een Belgisch Hof van Assisen. Zij worden beschuldigd van de moord op en verdwijning van de Belgische Scheutisten in de jaren '80.

Het gaat om een wereldprimeur. Zelfs in Spanje, waar al jaren getracht wordt om de situatie in Guatemala aan de kaak te stellen, slaagde men er nog niet in om verantwoordelijken voor de rechtbank te brengen. De wereldwijde strijd tegen de straffeloosheid voor ernstige schendingen van de mensenrechten krijgt hiermee een belangrijk Belgisch hoofdstuk.

De Kamer van inbeschuldigingstelling heeft een beschikking tot gevangenneming bevolen voor 2 ex-ministers en 3 voormalige hooggeplaatste militairen

Klacht bij het Belgisch gerecht

Meer dan 40 jaar geleden, tijdens de burgeroorlog, werden de Scheutisten Walter Voordeckers, Ward Capiiau en Serge Berten slachtoffer van de repressie in Guatemala. Hun lot was gruwelijk fataal, ze werden vermoord of ontvoerd en vermoord. De vraag is altijd geweest wie daartoe de opdracht gaf, wie aan de spreekwoordelijke 'knoppen' zat. Pogingen om een klacht in te dienen in Guatemala leverden bitter weinig op. Daarom stapten de families Voordeckers en Berten naar het Belgisch gerecht. Misdaden tegen de mensheid die in een ander land gepleegd zijn, kunnen sinds 1999 ook in België worden vervolgd. Op 25 januari 2001 dienden zij via hun advocaten een klacht met burgerlijke partijstelling in bij onderzoeksrechter Bulthé te Brussel. Ook de congregatie van Scheut en de familie van Ward Capiiau stelde zich burgerlijke partij. De klacht werd gericht tegen de personen die vanuit zowel politiek als militair oogpunt de verantwoordelijkheid droegen en die er duidelijk alles voor over hadden om hun greep op de macht te behouden.

Gerechtig onderzoek in een cruciale fase

Er werd een onderzoeksrechter aangesteld, die zelf naar Guatemala op onderzoek trok en er werden vele documenten en gegevens verzameld. Het duurde lang. Vertalingen uit het Spaans lieten lang op zich wachten. De onderzoeksrechter werd opgevolgd door een collega. Omwille van het geheim van het onderzoek, en om de eigen zaak niet te blokkeren was er in heel die periode weinig ruimte voor externe communicatie.



*De drie vermoorde Vlaamse scheutisten:
Walter Voordeckers, Serge Berten en Ward Capiiau*

Tot nu. Nu zal een assisenproces georganiseerd worden, waarin het onderzoek door professionele rechters én een volksjury zal worden beoordeeld en de partijen gehoord. De families hopen op een veroordeling van de eindverantwoordelijken van de misdaden.

Straffeloosheid

Tijdens de 36-jarige burgeroorlog in Guatemala zijn zo'n 200 000 mensen vermoord of 'verdwenen'. In de context van de koude oorlog werd de anti-communistische retoriek gebruikt om de mensenrechten voor de Guatemalteekse bevolking extreem in te perken. Geïnspireerd door de bevrijdingstheologie hebben jonge Belgische missionarissen in Guatemala toen de kant van de onderdrukten gekozen, in het verzet tegen de uitbuiting van landarbeiders en indiaanse boeren op de plantages van grootgrondbezitters. Aan het begin van de jaren '80 is dit 3 van hen fataal geworden: Walter Voordeckers, Ward Capiiau en Serge Berten. Zij zijn respectievelijk vermoord en verdwenen.

Met hun klacht willen de families dat de daders ter verantwoording worden geroepen. Maar met dit initiatief wensden zij ook hun solidariteit te betonen met de tienduizenden Guatemalteekse slachtoffers die vielen tijdens de burgeroorlog en in de periode erna. Deze zaak is een gelegenheid voor de Belgische families om een pijnlijke bladzijde om te slaan, voor de Guatemalteken om hen te laten zien dat ze niet alleen staan in hun leed en verdriet en hun strijd naar waarheid en gerechtigheid. En voor de dictators en tirannen om zich te realiseren dat ze niet ongenaakbaar zijn en dat ze, al is het vele jaren later, toch ter verantwoording kunnen worden geroepen.

Artikel op basis van het persbericht van de vzw Guatebelga (www.guatebelga.be)

